

Unité départementale de l'Oise
Z.A. de la Vatine
283, rue de Clermont
60021 Beauvais

Lille, le 29/04/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/04/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

VICTOR MARTINET

Hameau de la Croix Madelon
60530 Le Mesnil-en-Thelle

Références : IC-R/0152/24-LF-EW
Code AIOT : 0003801387

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/04/2024 dans l'établissement VICTOR MARTINET implanté Lieu-dit Le Fond de Persan 60530 Le Mesnil-en-Thelle. L'inspection a été annoncée le 07/03/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'objet de l'inspection est d'éclaircir certains points techniques du porter-à connaissance de modifications du 26/10/2023 adressé le 2 novembre 2023 par le bureau ICPE de la préfecture de l'Oise.

L'exploitant a fourni lors de l'inspection un échantillon de plans et de données techniques :

- descriptif de la chaudière électrique GRETEL,
- un extrait du plan cadastral,
- un courrier électronique en date du 30 octobre 2023 adressé à la DREAL,
- un avis du SDIS 60 référencé CC2023.332 daté du 30 juin 2023,

- les plans suivants :

- schéma de principe de la source d'eau combinée SPK/ESFR/HF/PI, version C du 12/04/2023,
- plan de principe implantation source d'eau, version A du 24/03/2023,
- plan voirie et réseaux Indice D du 16/05/2023,
- plan de masse, version H du 19/09/2023,
- plan voirie et assainissement, indice E du 17/01/2023,
- plan activité rez-de-chaussée, indice I du 19/09/2023,
- une clé USB, comportant le DOE non finalisé (site non achevé). Ces données n'ont pas fait l'objet d'un examen de la part de l'inspection.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VICTOR MARTINET
- Lieu-dit Le Fond de Persan 60530 Le Mesnil-en-Thelle,
- Code AIOT : 0003801387
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

1.1) Présentation de l'entreprise et de l'établissement

La société VICTOR MARTINET, filiale du groupe GONDRAND France, est spécialisée dans le stockage et le transport de produits chimiques dangereux et de matières combustibles diverses. Elle propose à ses clients une offre complète de la réception des produits sur son site jusqu'à la gestion de leurs approvisionnements.

La société VICTOR MARTINET & CIE implante un entrepôt de stockage de produits chimiques dangereux et de matières combustibles diverses. Le site comprendra également une zone de transit de déchets industriels.

A la date de l'inspection le 10 avril 2024, la mise en service des activités n'est pas effective. Le bâtiment n'est pas finalisé. Le gros œuvre du bâtiment de stockage est achevé. Certaines voiries ne sont pas réalisées. Les dispositifs de sécurité incendie ne sont pas totalement en place (les différents systèmes d'extinction automatique sont en cours de pause), les portes intérieures ne sont pas posées, les moyens de pomperie incendie ne sont pas installés, l'électricité n'est pas finalisée. La finalisation du chantier est prévue fin mai début juin 2024. Tous les essais incendie sont prévus dans les semaines à venir.

Les installations classées du site sont implantées sur un terrain, d'une superficie totale de 49 979 m² (emprise au sol des bâtiments 12 088 m², surface des voiries 13 944 m², espaces verts 24100 m²). qui comprend :

- un entrepôt logistique composé :

- de 3 cellules de stockage de produits non dangereux de type 1510,
- d'une zone de transit de produits,
- d'une zone de transit de déchets industriels,
- d'une salle blanche et de 3 chambres froides (-16°C, 0°C et 5°C),
- de 4 cellules de produits dangereux (liquides inflammables, liquides inflammables et toxiques, dangereux pour l'environnement et toxiques),
- de zones de picking et de quais,
- de locaux techniques (local de charge de batterie, local électrique, ...),

- d'un local sprinklage et réserve d'eau incendie associée,
- un bâtiment de bureaux, locaux sociaux et local du gardien indépendants du bâtiment de stockage,
- des voiries et places de stationnement,
- des bassins de régulation des eaux pluviales et de rétention des eaux incendie,
- des espaces verts.

La hauteur au faîtage de l'entrepôt est de 13 m.

Les activités de l'AIOT référencée 0005101006 implantée sur la commune de Le-MESNIL-EN-THELLE seront progressivement transférées sur ce site.

1.2) Situation administrative

La société VICTOR MARTINET dispose d'un arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 26 novembre 2020, complété par un arrêté préfectoral complémentaire du 24 novembre 2023. Le site est classé Seuil Bas par la règle dite du cumul.

Thèmes de l'inspection :

- Fin de chantier du site, avant mise en service
- Porter à connaissance « modifications », octobre 2023
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Dans le cadre de la mise en service du site prévue dans les prochaines semaines, l'exploitant doit prendre l'attache des services du SDIS 60 pour la réalisation des tests incendie dans les meilleures conditions et la consolidation des différents avis du SDIS émis depuis le dépôt de la demande. Notamment, des éléments techniques divergent par rapport à l'avis SDIS 60 du 30 juin 2023 remis en séance par l'exploitant.

L'exploitant doit également préciser à l'inspection les mesures prises dans le cadre d'un essai incendie pour éviter toute pollution dans l'environnement.

Le porter à connaissance de modifications remis en octobre 2023 par l'exploitant doit être complété et révisé sur certains points.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Dossier de porter à connaissance Version 1 octobre 2023	Code de l'environnement du 01/01/2024, article R.181-46	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
2	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 26/11/2020, article 1.2.1	Demande d'action corrective	1 mois
3	Réserve incendie et moyens de pompage associés	Arrêté Préfectoral du 26/11/2020, article annexe 4_8.6.3.2	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Modification de la chaufferie	Arrêté Préfectoral du 26/11/2020, article 8.2.2	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
5	Moyens de lutte incendie	Arrêté Préfectoral du 26/11/2020, article annexe 4_8.6.3.3	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
6	étude de dangers	Arrêté Préfectoral du 26/11/2020, article 1.8.1	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
7	Portes	Arrêté Préfectoral du 26/11/2020, article 9.1.2	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
8	Bassin de confinement	Arrêté Préfectoral du 26/11/2020, article 8.4.2	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
9	Désenfumage	Arrêté Préfectoral du 26/11/2020, article 8.6.2	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'ensemble des points de contrôle font l'objet :

- soit d'une demande d'action corrective,
- soit d'une demande de justificatif à l'exploitant.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dossier de porter à connaissance Version 1 octobre 2023

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2024, article R.181-46
Thème(s) : Identification de la demande, Modifications par rapport au dossier initial
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. – Est regardée comme substantielle, au sens de l'article L. 181-14, la modification apportée à des activités, installations, ouvrages et travaux soumis à autorisation environnementale qui :</p> <p>1° En constitue une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale en application du II de l'article R. 122-2 ;</p> <p>2° Ou atteint des seuils quantitatifs et des critères fixés par arrêté du ministre chargé de l'environnement ;</p> <p>3° Ou est de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3.</p> <p>La délivrance d'une nouvelle autorisation environnementale est soumise aux mêmes formalités que l'autorisation initiale.</p>

II. – Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.

S'il y a lieu, le préfet, après avoir procédé à celles des consultations prévues par les articles R. 181-18, R. 181-19, R. 181-21 à R. 181-32-1 et R. 181-33-1 que la nature et l'ampleur de la modification rendent nécessaires et, le cas échéant, à une consultation du public dans les conditions de l'article L. 123-19-2 ou, lorsqu'il est fait application du III de l'article L. 122-1-1, de l'article L. 123-19, fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation environnementale dans les formes prévues à l'article R. 181-45.

III.-Pour les installations relevant de l'article L. 515-32 :

1° Sont regardées comme substantielles, dans tous les cas :

- a) Les modifications pouvant avoir des conséquences importantes sur le plan des dangers liés aux accidents majeurs ;
- b) Les modifications ayant pour conséquence qu'un établissement seuil bas devient un établissement seuil haut ;

2° Sont regardées comme notables, lorsqu'elles ne relèvent pas du 1° :

- a) Toute augmentation ou diminution significative de la quantité ou toute modification significative de la nature ou de la forme physique de la substance dangereuse présente, ayant fait l'objet d'un recensement par l'exploitant en application du II de l'article L. 515-32, ou toute modification significative des procédés qui l'utilisent ;
- b) Les modifications ayant pour conséquence qu'un établissement seuil haut devient un établissement seuil bas ; dans ce cas, l'arrêté complémentaire mentionné au dernier alinéa du II est pris après une consultation du public, dans les conditions de l'article L. 123-19-2.

Constats :

Les données présentées dans le porter-à-connaissance de modifications ne sont pas recevables, elles ne permettent pas de se positionner sur la substantialité des modifications en l'état. Elles nécessitent d'être révisées et complétées. Une version 2 auto-portante est attendue par l'inspection, sous 1 mois. Une demande spécifique formalisant une demande de compléments est adressée en parallèle de l'inspection.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Les conséquences sur l'arrêté préfectoral du 26 novembre 2020 sont à analyser dans son ensemble et à intégrer au porter-à-connaissance.

Certains points techniques sont à ré-évaluer et/ou à compléter.

L'avis du SDIS 60 est à recueillir. La version 2 sera adressée au SDIS 60.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délai : 1 mois

N° 2 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/11/2020, article 1.2.1

Thème(s) : Situation administrative, Rubriques ICPE

Prescription contrôlée :

Code rubrique	Définition de la rubrique	Installations concernées	Régime (rayon d'affichage)
1450.1	<p>Solides facilement inflammables (Emploi ou stockage de)</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>1) Supérieure ou égale à 1 tA</p> <p>2) Supérieure à 50 kg, mais inférieure à 1 tD</p>	La quantité totale susceptible d'être présente sera de 40 t.	A (1 km)
2718	<p>Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2719 et 2792 et 2793.</p> <p>La quantité de déchets susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>1. La quantité de déchets dangereux susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 t ou la quantité de substances dangereuses ou de mélanges dangereux, mentionnés à l'article R.511-10 du code de l'environnement, susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale aux seuils A des rubriques d'emploi ou de stockage de ces substances ou mélanges.....A</p> <p>2. Autres cas.....DC</p>	<p>La quantité totale susceptible d'être présente sera de 46 t.</p> <p>Batteries (25 t)</p> <p>Solutions ammoniacales contenant du cuivre (15 t)</p> <p>Déchets de pressing non chlorés (3 t)</p> <p>Déchets de pressing chlorés (3 t)</p>	A (2 km)
4001	<p>Installations présentant un grand nombre de substances ou mélanges dangereux et vérifiant la règle de cumul seuil bas ou la règle de cumul seuil haut mentionnées au II de l'article R. 511-11</p> <p>.....A</p>	Voir annexe informations sensibles – Non communicable au public	A (1 km)

Code rubrique	Définition de la rubrique	Installations concernées	Régime (rayon d'affichage)
4110.2.a	<p>Toxicité aiguë catégorie 1 pour l'une au moins des voies d'exposition, à l'exclusion de l'uranium et ses composés.</p> <p>2. Substances et mélanges liquides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>a) Supérieure ou égale à 250 kg.....A</p> <p>b) Supérieure ou égale à 50 kg, mais inférieure à 250 kg.....DC</p> <p><i>Quantité seuil bas au sens de l'article R. 511-10 : 5 t</i> <i>Quantité seuil haut au sens de l'article R. 511-10 : 20 t</i></p>	Voir annexe informations sensibles – Non communicable au public	<p>A (1 km)</p> <p>Statut Seveso Bas</p>
4140.2.a	<p>Toxicité aiguë catégorie 3 pour la voie d'exposition orale (H301) dans le cas où ni la classification de toxicité aiguë par inhalation ni la classification de toxicité aiguë par voie cutanée ne peuvent être établies, par exemple en raison de l'absence de données de toxicité par inhalation et par voie cutanée concluantes.</p> <p>2. Substances et mélanges liquides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>a) Supérieure ou égale à 10 t..... A</p> <p>b) Supérieure ou égale à 1 t, mais inférieure à 10 t.....D</p> <p><i>Quantité seuil bas au sens de l'article R. 511-10 : 50 t</i> <i>Quantité seuil haut au sens de l'article R. 511-10 : 200 t</i></p>	Voir annexe informations sensibles – Non communicable au public	<p>A (1 km)</p>
47XX	Rubriques nommément désignées	Voir annexe informations sensibles – Non communicable au public	<p>A (3 km)</p>
1510.2	<p>Entrepôts couverts (stockage de matières, produits ou substances combustibles en quantité supérieure à 500 t dans des) à l'exclusion des dépôts utilisés au stockage de catégories de matières, produits ou substances relevant par ailleurs de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage de véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts frigorifiques.</p> <p>Le volume des entrepôts étant :</p> <p>1. supérieur ou égal à 300 000 m³ A</p> <p>2. supérieur ou égal à 50 000 m³, mais inférieur à 300 000 m³ ... E</p> <p>3. supérieur ou égal à 5 000 m³, mais inférieur à 50 000 m³ ... DC</p>	<p>La quantité totale de matières combustibles stockées sera au maximum de <u>580 t</u></p> <p>Le volume total des cellules sera de <u>87 300 m³</u>.</p>	<p>E</p>

Code rubrique	Définition de la rubrique	Installations concernées	Régime (rayon d'affichage)
4331.2	<p>Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 à l'exclusion de la rubrique 4330.</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant :</p> <p>1. Supérieure ou égale à 1 000 tA</p> <p>2. Supérieure ou égale à 100 t mais inférieure à 1 000 tE</p> <p>3. Supérieure ou égale à 50 t mais inférieure à 100 tDC</p> <p><i>Quantité seuil bas au sens de l'article R. 511-10 : 5 000 t</i> <i>Quantité seuil haut au sens de l'article R. 511-10 : 50 000 t</i></p>	Voir annexe informations sensibles – Non communicable au public	E
4120.2.b	<p>Toxicité aiguë catégorie 2, pour l'une au moins des voies d'exposition</p> <p>2. Substances et mélanges liquides.</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>a) Supérieure ou égale à 10tA</p> <p>b) Supérieure ou égale à 1 t, mais inférieure à 10tD</p> <p><i>Quantité seuil bas au sens de l'article R. 511-10 : 50 t</i> <i>Quantité seuil haut au sens de l'article R. 511-10 : 200 t</i></p>	Voir annexe informations sensibles – Non communicable au public	D
4130.1.b	<p>Toxicité aiguë catégorie 3 pour les voies d'exposition par inhalation</p> <p>1. Substances et mélanges solides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : a) Supérieure ou égale à 50 tA</p> <p>b) Supérieure ou égale à 5 t, mais inférieure à 50tD</p> <p><i>Quantité seuil bas au sens de l'article R. 511-10 : 50 t</i> <i>Quantité seuil haut au sens de l'article R. 511-10 : 200 t</i></p>	Voir annexe informations sensibles – Non communicable au public	D

Code rubrique	Définition de la rubrique	Installations concernées	Régime (rayon d'affichage)
4140.1.b	<p>Toxicité aiguë catégorie 3 pour la voie d'exposition orale (H301) dans le cas où ni la classification de toxicité aiguë par inhalation ni la classification de toxicité aiguë par voie cutanée ne peuvent être établies, par exemple en raison de l'absence de données de toxicité par inhalation et par voie cutanée concluantes.</p> <p>1. Substances et mélanges solides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>a) Supérieure ou égale à 50 t..... A</p> <p>b) Supérieure ou égale à 5 t, mais inférieure à 50 t.D</p> <p><i>Quantité seuil bas au sens de l'article R. 511-10 : 50 t</i> <i>Quantité seuil haut au sens de l'article R. 511-10 : 200 t</i></p>	Voir annexe informations sensibles – Non communicable au public	D
4150.1	<p>Toxicité spécifique pour certains organes cibles (STOT) exposition unique catégorie 1</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>1. Supérieure ou égale à 20 t.....A</p> <p>2. Supérieure ou égale à 5 t, mais inférieure à 20 t.....D</p> <p><i>Quantité seuil bas au sens de l'article R. 511-10 : 50 t</i> <i>Quantité seuil haut au sens de l'article R. 511-10 : 200 t</i></p>	Voir annexe informations sensibles – Non communicable au public	D
4320.2	<p>Aérosols extrêmement inflammables ou inflammables de catégorie 1 ou 2 contenant des gaz inflammables de catégorie 1 ou 2 ou des liquides inflammables de catégorie 1.</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>1. Supérieure ou égale à 150 tA</p> <p>2. Supérieure ou égale à 15 t et inférieure à 150 tD</p> <p>Nota : les aérosols inflammables sont classés conformément à la directive 75/324/CEE relative aux générateurs aérosols. Les aérosols « extrêmement inflammables » et « inflammables » de la directive 75/324/CEE correspondent respectivement aux aérosols inflammables des catégories 1 et 2 du règlement (CE) n° 1272/2008.</p> <p><i>Quantité seuil bas au sens de l'article R. 511-10 : 150 t.</i> <i>Quantité seuil haut au sens de l'article R. 511-10 : 500 t.</i></p>	Voir annexe informations sensibles – Non communicable au public	D

Code rubrique	Définition de la rubrique	Installations concernées	Régime (rayon d'affichage)
4440.2	Solides comburants catégories 1, 2 ou 3. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Supérieure ou égale à 50 t.....A 2. Supérieure ou égale à 2 t mais inférieure à 50 t.....D <i>Quantité seuil bas au sens de l'article R. 511-10 : 50 t</i> <i>Quantité seuil haut au sens de l'article R. 511-10 : 200 t</i>	Voir annexe informations sensibles – Non communicable au public	D
4441.2	Liquides comburants catégorie 1, 2 ou 3. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Supérieure ou égale à 50 tA 2. Supérieure ou égale à 2 t mais inférieure à 50 tD <i>Quantité seuil bas au sens de l'article R. 511-10 : 50 t.</i> <i>Quantité seuil haut au sens de l'article R. 511-10 : 200 t</i>	Voir annexe informations sensibles – Non communicable au public	D
4510.2	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1 La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Supérieure ou égale à 100 tA 2. Supérieure ou égale à 20 t mais inférieure à 100 t...DC <i>Quantité seuil bas au sens de l'article R. 511-10 : 100 t</i> <i>Quantité seuil haut au sens de l'article R. 511-10 : 200 t</i>	Voir annexe informations sensibles – Non communicable au public	DC
4511.2	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie chronique 2 La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Supérieure ou égale à 200 tA 2. Supérieure ou égale à 100 t mais inférieure à 200 t.....DC <i>Quantité seuil bas au sens de l'article R. 511-10 : 200 t</i> <i>Quantité seuil haut au sens de l'article R. 511-10 : 500 t</i>	Voir annexe informations sensibles – Non communicable au public	DC

Constats :

Rubrique 1510 :

La rubrique 1510 de la nomenclature a évolué depuis la parution du décret n°2020-1169 modifiant la nomenclature des installations classées. Le guide entrepôt, version 2, février 2023, intègre une fiche I.2 encadrant les critères de classement au titre de cette nouvelle rubrique 1510 modifiée. Le porter-à-connaissance remis indique qu'aucune évolution n'est à retenir suite à ce changement. Après examen de cette proposition, l'inspection estime que cette donnée doit être ré-évaluée :
- sur la base de la fiche I.2.8 du guide entrepôt (zone de tri/transit/déchets relevant de la rubrique

2718),

- les 3 chambres froides constituent des zones de stockage potentiellement classables au titre de la rubrique ICPE 1511. Vérification du logigramme 3, page 52 du guide entrepôt.

Le porter à connaissance remis par l'exploitant doit être révisé sur ce point, en développant la règle de classement associée en 3 étapes successives des 3R :

1. Recenser toutes les IPD – notion d'IPD

2. Regrouper les IPD pouvant être reliées par une distance de moins de 40m – notion de groupe d'IPD

3. Retenir les groupes d'IPD qui ne sont pas des exceptions prévues par la 1510 – rubriques uniques et autres

Et conclure sur les nouvelles dispositions applicables au périmètre étendu, si nécessaire.

Rubrique 2718 :

L'arrêté préfectoral du 24 novembre 2020 prévoit dans la zone allouée à l'activité 2718 des batteries de type « plomb » codifiée 16 06 01*. Les batteries au lithium sont interdites.

Par ailleurs, un examen des dispositions techniques par rapport à l'[Arrêté du 22/12/23](#) relatif à la prévention du risque d'incendie au sein des installations soumises à autorisation au titre des rubriques 2710 (installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial), 2712 (moyens de transport hors d'usage), 2718 (transit, regroupement ou tri de déchets dangereux), 2790 (traitement de déchets dangereux) ou 2791 (traitement de déchets non dangereux) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement est à réaliser et à intégrer au porter-à-connaissance Version 2.

Nota Bene :

En cas de stockage de batterie au lithium ou transit de batteries au lithium, un porter-à-connaissance préalablement à la modification doit être adressé à l'inspection des installations classées. L'analyse des risques de l'étude de dangers est à reprendre pour ce type de stockage en analysant les données suivantes (technologie de la batterie, niveau de charge, dégagements en cas d'incendie). En cas de niveau de charge supérieur à 30 %, certaines données techniques sont à intégrer associées à certaines mesures de sécurité.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Revoir l'antériorité 1510 sollicitée et ses conséquences réglementaires sur le bâtiment.

Analyser l'AM du 22/12/2023 et proposer un plan d'actions associé avec échéancier.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délai : 1 mois

N° 3 : Réserve incendie et moyens de pompage associés

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/11/2020, article annexe 4_8.6.3.2

Thème(s) : Risques accidentels, Réserve incendie et moyens de pompage associés

Prescription contrôlée :

Annexe 4 confidentielle

Constats :

L'inspection a vérifié certains points techniques relatifs à la réserve d'eau incendie et moyens de

pompage associés. En conclusion, une demande de justificatif à l'exploitant est faite à l'issue de l'inspection.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Partie confidentielle.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délai : 1 mois

N° 4 : Modification de la chaufferie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/11/2020, article 8.2.2
Thème(s) : Risques accidentels, Local chaufferie
Prescription contrôlée : <p>La chaufferie est située dans un local exclusivement réservé à cet effet, extérieur aux bâtiments de stockage ou d'exploitation ou isolé par une paroi de degré REI 120. Toute communication éventuelle entre le local et ces bâtiments se fait soit par un sas équipé de deux blocs-portes EI30, munis d'un ferme-porte, soit par une porte coupe-feu de degré EI120.</p> <p>À l'extérieur de la chaufferie sont installés :</p> <ul style="list-style-type: none"> • une vanne sur la tuyauterie d'alimentation des brûleurs permettant d'arrêter l'écoulement du combustible ; • un coupe-circuit arrêtant le fonctionnement de la pompe d'alimentation en combustible ; • un dispositif sonore d'avertissement, en cas de mauvais fonctionnement des brûleurs ou un autre système d'alerte d'efficacité équivalente.
Constats : <p>La technologie de la chaufferie a évolué. Il s'agit d'une chaudière électrique. L'exploitant doit justifier les conséquences associées sur le bâtiment, les dispositifs de sécurité de l'équipement et l'étude de dangers du site.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Compléter le porter à connaissance sur ces différents aspects.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délai : 1 mois

N° 5 : Moyens de lutte incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/11/2020, article annexe 4_8.6.3.3
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte_extinction automatique
Prescription contrôlée : <p>annexe 4 confidentielle.</p>
Constats : <p>L'inspection a vérifié certains points techniques relatifs aux moyens de lutte contre l'incendie. En</p>

conclusion, une demande de justificatif à l'exploitant est faite à l'issue de l'inspection.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Voir partie confidentielle.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délai : 1 mois

N° 6 : étude de dangers

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/11/2020, article 1.8.1
Thème(s) : Risques accidentels, Donner acte
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Il est donné acte à la société VICTOR MARTINET de la mise à jour de l'étude de dangers de son établissement de LE MESNIL-en-THELLE situé à Le fond de Persan.</p> <p>L'étude de dangers de l'établissement est constituée des documents suivants :</p> <p>Documents constituant l'étude de dangers:</p> <p>Intitulé – Version: Etude de Dangers – Version 2</p> <p>Date: 2018-05-01</p> <p>L'exploitant est responsable de la sécurité de l'exploitation de son établissement vis-à-vis des populations et de l'environnement, dans des conditions au moins égales à celles décrites dans cette étude.</p>
<p>Constats :</p> <p>Certains points de l'étude de dangers doivent être repris et ou vérifiés :</p> <p>→ Compte-tenu du déplacement du local sprinklage et de la réserve incendie, certaines données techniques sont à vérifier par rapport aux hypothèses de l'étude de dangers, notamment l'implantation de ces équipements hors zone d'effets dominos (8kW/m²).</p> <p>→ L'exploitant justifiera également que les modélisations flumilog sont cohérentes par rapport aux ouvertures présentes sur le site.</p> <p>→ L'analyse de risques vis-à-vis du changement de la technologie de la chaudière et les scénarios associés doit être complétée. Le phénomène d'explosion de la chaufferie est effectivement supprimé mais l'exploitant ne se positionne pas sur le phénomène dangereux d'incendie de la chaufferie.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Justifier que l'étude de dangers a été revue sur ces points techniques.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délai : 1 mois

N° 7 : Portes

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/11/2020, article 9.1.2
Thème(s) : Risques accidentels, Comportement au feu

Prescription contrôlée :

[...]

Les cellules abritant les stockages présentent les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes :

- Les façades Sud-Ouest des cellules n°1 et n°3 et toutes les façades des cellules de produits dangereux sont des murs REI 120 jusqu'en sous face de toiture (murs réalisés en dalle BA ou béton cellulaire),
- Les façades non REI 120 sont réalisées en bardage acier double peau,
- Les parois qui séparent les cellules de stockage sont des murs REI 120 qui dépassent d'au moins 1 mètre la couverture au droit du franchissement. Le degré de résistance au feu des murs séparatifs est indiqué au droit de ces murs, à chacune de leurs extrémités, aisément repérable depuis l'extérieur par une matérialisation,
- Les ouvertures effectuées dans les parois séparatives (baies, convoyeurs, passages de gaines, câbles électriques et tuyauteries, portes, etc.) sont munies de dispositifs de fermeture ou de calfeutrement assurant un degré de résistance au feu équivalent à celui exigé par ces parois. Les fermetures manœuvrables sont associées à un dispositif assurant leur fermeture automatique en cas d'incendie, que l'incendie soit d'un côté ou de l'autre de la paroi. Ainsi, les portes situées dans les murs REI 120 présentent un classement EI2 120 C. Les portes battantes satisfont une classe de durabilité C2,
- Au niveau de la façade Nord-Est des cellules de stockage de produits non dangereux (côté quais), les parois séparatives de ces cellules sont prolongées latéralement aux murs extérieurs sur une largeur de 0,50 mètre de part et d'autre ou de 0,50 mètre en saillie de la façade dans la continuité de la paroi,
- Des portes EI2 120 C sont installées entre les cellules n°1 à n°3 au niveau des zones de picking afin d'assurer la compartimentation coupe-feu entre ces cellules,

[...]

Les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu sont conservés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

L'inspection a sollicité auprès de l'exploitant une matérialisation des murs-coupe feu, à chacune de leurs extrémités, une matérialisation des murs facilement repérable depuis l'extérieur. L'exploitant devra justifier de la mise en œuvre de cette action.

Les murs coupes-feu avec dépassement d'au moins 1 mètre la couverture au droit du franchissement sont ceux des cellules :

- cellules 1, 2 et 3, y compris le mur séparatif avec la zone de tri/transit de déchets (2718),
- cellules 4, 5, 6, 7, y compris le mur séparatif avec la salle blanche et les chambre-froides.

A noter, les 3 chambres froides seront globalement séparées de la zone de tri/transit de déchets par un mur jusqu'en sous face de toiture, pas de séparation coupe-feu entre elles. Le mur, à la date de l'inspection, n'était pas achevé. L'achèvement nécessitera le passage de certains équipements. L'exploitant veillera à conserver les justificatifs des matériaux employés pour assurer l'étanchéité du mur pour justifier des caractéristiques de tenue au feu de ce mur (REI 120), selon les informations apportées par l'exploitant le jour de l'inspection. L'exploitant joindra à l'inspection des installations classées le PV de ce mur séparatif.

<p>Toutes les ouvertures étaient réalisées sur le bâtiment le jour de l'inspection, que ce soit au niveau des murs coupe-feu séparatifs de cellules ou en paroi extérieure du bâtiment.</p> <p>Il est attendu un schéma représentant l'ensemble des ouvertures réalisées sur toutes les parois du bâtiment (paroi externe et paroi interne c'est-à-dire les murs séparatifs coupe-feu). Ce schéma reprendra également la technologie du mur coupe-feu présent (dépassement en toiture ou non).</p> <p>Pour les parois extérieures du bâtiment (façades) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - il sera également précisé la nature de la paroi en termes de tenue au feu, les PV seront adressés à l'inspection des installations classées. - la nature des portes mises en place (porte de quai / issue de secours / amenées d'air, etc) et leur tenue au feu associée. Si les équipements ont une tenue au feu spécifique, les PV seront adressés à l'inspection des installations classées. <p>Pour les parois extérieures, toutes ces données techniques seront reportées au schéma pré-cité.</p> <p>L'exploitant justifiera auprès de l'inspection que les modélisations FLUMILOG sont cohérentes au regard des ouvertures présentes en façades extérieures.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Clarifier et justifier ces éléments techniques auprès de l'inspection.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délai : 1 mois</p>

N° 8 : Bassin de confinement

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/11/2020, article 8.4.2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Modification du volume du bassin</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées.</p> <p>En cas de dispositif de confinement externe à l'installation, les matières canalisées sont collectées, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers cette capacité spécifique. En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements.</p> <p>En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut. En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être pollués y sont portées. Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements.</p> <p>Les systèmes de relevage autonomes ont une efficacité démontrée en cas d'accident.</p>

<p>Les différents organes de contrôle nécessaires à la mise en service du dispositif de confinement peuvent être actionnés en toute circonstance, localement ou à partir d'une salle de contrôle.</p> <p>Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé en faisant la somme :</p> <ul style="list-style-type: none"> • de volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie d'une part ; • du volume de produit libéré lors d'un accident ou d'un incendie ; • du volume d'eau lié aux intempéries à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe <p>L'exploitant s'assure de la disponibilité constante du volume de confinement minimal nécessaire de 1992 m³.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le volume réel du bassin de confinement sera justifié par l'exploitant, en accord avec les calculs D9/D9a associés. Le volume alloué au D9a doit être en permanence disponible.</p> <p>Compte-tenu de la possibilité d'un volume d'eaux pluviales pouvant être présent en fond de bassin (eaux uniquement liées à la pluie directe dans le bassin, les eaux pluviales du site étant gérées par ailleurs), le volume maximum d'eau pluviale à l'intérieur de ce bassin doit être défini et matérialisé sur le bassin (dispositif à définir) et une procédure de gestion de ce bassin doit être mise en place, à inclure au plan d'opération interne du site.</p> <p>Le jour de l'inspection, la bâche n'était pas posée. Une procédure d'entretien de ce bassin est à mettre en place et à transmettre à l'inspection.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Justifier ces éléments techniques auprès de l'inspection.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délai : 1 mois</p>

N° 9 : Désenfumage

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/11/2020, article 8.6.2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, désenfumage</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>Le déclenchement du désenfumage n'est pas asservi à la même détection que celle à laquelle est asservi le système d'extinction automatique. Les dispositifs d'ouverture automatique des exutoires sont réglés de telle façon que l'ouverture des organes de désenfumage ne puisse se produire avant le déclenchement de l'extinction automatique.</p> <p>Les dispositifs d'évacuation ne seront pas implantés sur la toiture à moins de 7 m des murs coupe-feu séparatifs.</p> <p>Ces commandes manuelles sont facilement accessibles aux services d'incendie et de secours depuis les issues du bâtiment ou de chacune des cellules de stockage. Elles doivent être manœuvrables en toutes circonstances.</p> <p>Des amenées d'air frais d'une superficie égale à la surface des exutoires du plus grand canton,</p>

cellule par cellule, sont réalisées soit par des ouvrants en façade, soit par des bouches raccordées à des conduits, soit par les portes des cellules à désenfumer donnant sur l'extérieur.

Pour les cellules 4 et 7, ne présentant pas de façade accessible en partie basse pour réaliser les amenées d'air, les amenées d'air seront assurées par des conduits réalisés en matériaux de catégorie A2s1d0 et de degré R15. En cas de traversée d'un mur coupe-feu REI 120, ces conduits devront assurer un degré coupe-feu équivalent au mur traversé.

Le système de désenfumage mécanique sera alimenté électriquement par un réseau spécifique, indépendant de l'alimentation électrique des cellules.

Constats :

L'exploitant doit justifier les conditions de déclenchement de désenfumage du site, ceci en lien avec les dispositifs d'extinction automatique mis en place.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Apporter ces éléments techniques auprès de l'inspection, ceci pour toutes les cellules de stockage.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délai : 1 mois